

12^{ème} Printemps des artistes

Ne manquez pas l'expo-vente d'œuvres d'art à but caritatif qui se tient chaque printemps. Le 12^{ème} Printemps des artistes se tiendra au Lycée Sainte Pulchérie (Istanbul) du 12 au 19 avril



Tous les mois, retrouvez les nouvelles sagas de Sarah dans les pages d'Aujourd'hui la Turquie !



Exposition « Capsule »

Une exposition qui vaut le détour est présentée au Lycée français Saint-Joseph (Istanbul) jusqu'au 11 mai. Vous en profiterez pour découvrir le Centre de Sciences Naturelles de l'établissement avant de vous rendre dans une « Capsule » où les œuvres d'artistes turcs et français nous amènent à nous interroger sur nos modes de vie et notre façon d'approcher le futur.



Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Les Unes d'Aujourd'hui la Turquie > P. 7

12 TL - 6,50 euros

www.aujourdhulaturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 157, Avril 2018



Dr. Olivier Buirette

Vladimir Poutine ou la consécration du retour d'un pouvoir fort en Russie ?

Dimanche 18 mars 2018 : cette date restera dans l'histoire de la Russie postsoviétique puisque, comme nous pouvions nous y attendre, Vladimir Poutine vient de remporter une très nette victoire à la présidentielle russe avec 76,58 % de votes en sa faveur (mieux qu'en 2012 où celui-ci avait réalisé 63,6 %). Vladimir Poutine se trouve ainsi propulsé à la tête de la Russie pour un quatrième mandat présidentiel (jusqu'en 2024) et avec un taux de participation qui devrait s'approcher de celui de 2012 - soit au-delà des 60 %. Un résultat qui renforce davantage la légitimité de cette réélection, et ce malgré les accusations qui sont tombées dès le soir du 18 mars concernant différents incidents, actes de bourrages des urnes, etc. En outre, le président sortant a largement distancé les autres candidats, soit le communiste Pavel Groudinine (11,90 %), l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski (5,74 %), ou encore la « jeune espoir » Ksenia Sobtchak qui, avec 1,63 %, est presque arrivée ex aequo avec Grigori Iavlinski de Iabloko (1,01 %).

À n'en pas douter, nous sommes en présence d'une réélection historique d'où un nécessaire retour historique sur l'aventure politique de cet homme d'État commencée il y a plus de 19 ans de cela, à la fin du XX^e siècle.



(lire la suite page 3)



Les 155 Unes d'Aujourd'hui la Turquie au Palais de France

Nombreux sont les événements organisés sur les cinq continents pour célébrer, le 20 mars, la Journée internationale de la Francophonie. Mais la réception qui se déroulait à Istanbul et qui venait clôturer la centaine d'événements organisés durant un mois dans ce cadre s'est démarquée de nombreuses façons et notamment du fait que c'est certainement dans l'un des lieux les plus beaux et les plus prestigieux de la mégalopole, le Palais de France, que l'œuvre « Les 155 Unes d'Aujourd'hui la Turquie » a été lancée. Lors d'une soirée conviviale et riche en célébrations, le palais du XIX^e siècle et ses magnifiques jardins ont accueilli une multitude d'invités afin de mettre à l'honneur la Francophonie, mais aussi pour lancer le livre de l'unique mensuel francophone du pays et pour récompenser plusieurs élèves francophones de Turquie.

« La francophonie en Turquie est active, vivante, dynamique et ancrée ». Par cette déclaration, le Consul général de France à Istanbul, M. Bertrand Buchwalter, donnait le ton à la réception qui débutait. En effet, la liste des invités et les événements qui allaient marquer cette soirée ont reflété la force de la francophonie en Turquie. C'est devant les élèves et professeurs des lycées francophones du pays et de l'Université Galatasaray, en présence de la Consule générale de Suisse à Istanbul, Nathalie Marti, du Consul

général de Grèce à Istanbul, Evangelos Sekeris, mais aussi du Consul général de Belgique à Istanbul, Jean-Michel Colas, du Consul général du Canada à Istanbul, Ryan Fortner, ainsi sous les yeux de la presse du pays, des membres de diverses associations et de notre journal, que M. Bertrand Buchwalter a ouvert la soirée en rappelant que, dans un monde où l'on ne cesse d'ériger des murs, il existait 280 millions de personnes de par le monde partageant une langue commune et des valeurs fédératrices.

(lire la suite page 6)

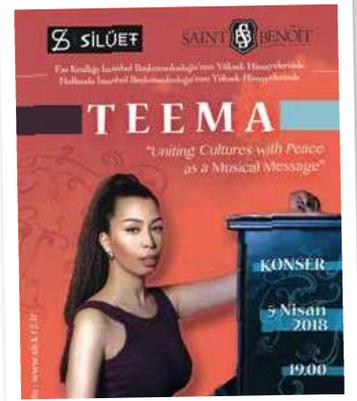


Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

ALT entame sa 14^{ème} année d'édition

Le premier numéro d'Aujourd'hui la Turquie est sorti en avril 2005. > P. 2



Retour sur...

L'élargissement de l'UE de nouveau à l'ordre du jour, Sophie Clément, P. 2

Mange : c'est plein de pesticides, Camille Saulas, P. 8

Exposition « Kes Yapıştır », « Couper-coller » de Serdar Seven, Tülin Ağaç, P. 10

Elif Türkoğlu, premier Prix du meilleur orateur > P. 7



L'élargissement de l'UE de nouveau à l'ordre du jour

Les origines de l'Union européenne (UE) remontent à plus de 50 ans. Fondée grâce à la volonté des dirigeants européens, l'objectif initial était la création d'un marché unique. Au fil des années, cette finalité évoluera pour se transformer en une construction d'un espace unique au monde, symbole de prospérité économique, mais aussi un espace respectueux de l'État de droit et des libertés. Un parfait exemple de l'intégration économique qui se fera au détriment de son identité politique, l'UE étant souvent qualifiée de « géant économique », mais de « nain politique ». L'évolution de l'Union sera accompagnée dans le temps par sept élargissements qui feront passer le nombre de pays membres de six à 28. Les quatre premiers élargissements ont eu lieu durant la guerre froide et ont contribué au développement et à la stabilité économique des nouveaux membres. Après l'effondrement de l'URSS, les pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) ont très vite voulu intégrer l'UE et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

En 1995, l'UE avait procédé à son quatrième élargissement et comptait 15 membres en son sein. Face aux demandes d'adhésions des PECO, la question qui se posait était : faut-il élargir l'UE en tant qu'espace économique ou faire le choix d'une Union plus inté-

grée ? Les États favorables à une Union plus intégrée, comme la France, étaient contre l'élargissement. Mais à partir de 1999, sous l'impulsion des États-Unis qui désiraient la survie de l'OTAN, un grand nombre de PECO sont devenus membre de l'Alliance et l'UE a été invitée à son tour à faire de même. C'est ainsi que, en 2004, l'UE procéda au plus grand élargissement de son histoire en intégrant dix nouveaux pays en son sein sans grands débats, l'argument principal invoqué étant : « *il faut réunir de nouveau l'Europe* ». En 2007, trois nouveaux États seront intégrés à l'UE. Avec le recul, on constate que ces derniers élargissements ont été effectués trop rapidement et sans en mesurer véritablement les conséquences. Par ailleurs, la position des décideurs peut aussi être interrogée. L'élargissement de 2004 a été fortement soutenu par les Allemands qui cherchaient à protéger leurs investissements dans cette région, mais

aussi par les Anglais qui voulaient empêcher le renforcement d'une Europe fédérale. Quant à la France, elle a soutenu l'élargissement de 2007 afin de contrecarrer l'influence grandissante de l'Allemagne.

La question de l'élargissement de l'UE a fait l'objet de débats dans les années qui ont suivi notamment en ce qui concerne la candidature de la Turquie. Peu constructifs, ils ne servirent qu'à polariser l'opinion publique européenne, à renforcer les mouvements populistes et à écarter la candidature de la Turquie malgré la promesse d'adhésion faite à ce pays depuis des années. Par la suite, les difficultés liées à l'intégration de nouveaux membres, la crise économique de 2008 et la montée des mouvements populistes et europhobes ont éclipsé la question de l'élargissement de l'UE.

En février 2018, l'élargissement de l'UE est revenu à l'ordre du jour avec l'adhésion des pays des Balkans occidentaux. La question sera d'ailleurs abordée lors du sommet de l'UE prévu le 17 mai en Bulgarie, car pour la Commission européenne « *l'élargissement progressif aux pays balkaniques devient une priorité géopolitique* ». Bruxelles voudrait ainsi « *soustraire aux influences grandissantes de la Russie, mais aussi de la Chine, de l'Arabie saoudite ou de la Turquie les six pays très instables* » du sud-est de l'Europe, à savoir : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie.

La tâche sera rude dans la mesure où la majorité des pays membres y sont hostiles. Par ailleurs, les efforts des pays candidats à effectuer les réformes nécessaires à leur intégration sont jugés insuffisants. L'UE se trouve devant un dilemme : comment motiver ces pays et les garder dans le camp européen sans les y intégrer tout en évitant la montée du sentiment eurosceptique qui pourrait découler du refus d'adhésion ? En résumé, comment ne pas commettre les mêmes erreurs qu'avec la Turquie ? L'Europe à plusieurs vitesses serait-elle la solution ?

* Sophie Clément



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Le premier numéro d'*Aujourd'hui la Turquie* est sorti en avril 2005. Ainsi, à la lecture de cet article, 13 ans se seront écoulés. Dans un livre intitulé *Les Unes d'Aujourd'hui la Turquie*, nous avons réuni les 155 Unes publiées entre avril 2005 et mars 2018. Une journaliste turque francophone qui s'est procuré l'ouvrage m'a confié avec émotion : « *c'est un livre formidable, un livre d'archive que je garderai précieusement dans ma bibliothèque* ».

À la Une du premier numéro, on pouvait lire le titre « *Turquie/UE : la pente est forte, la route est droite !* » L'Union européenne (UE) inspirait la confiance. Le chemin vers l'adhésion à l'UE semblait difficile, mais pas impossible. L'aventure européenne de la Turquie, on y croyait ! Je me souviens d'une conférence de l'Union pour la Méditerranée à Paris. L'ancien ministre des Affaires étrangères

ALT entame sa 14^e année d'édition

Huber Vedrine, en évoquant l'identité européenne, s'est dressé fièrement sur son fauteuil afin de déclarer : « *Je suis Européen et Français* ». Il plaçait son appartenance à l'UE avant sa citoyenneté française. Oui, c'était la belle époque pour l'UE qui avait le vent en poupe. 13 années durant, nous avons assisté à une vertigineuse perte de crédibilité de cette construction unique au monde.

En mai 2005, les Français rejetaient la Constitution européenne, marquant le premier vote de défiance à l'égard de l'UE en France. Nous étions loin de douter, à l'époque, que ce désenchantement à l'égard de l'UE allait s'amplifier un peu partout en Europe. Au début du mois de mars 2018, voici les titres que l'on pouvait lire dans la presse : « *Élections italiennes : l'Union européenne confrontée au scénario du pire* », « *Le volontarisme pro-européen fait désormais figure d'exception* » ou encore « *L'Italie du 4 mars ne veut pas, elle, sortir de l'UE. Mais elle fera tout pour l'empêcher d'avancer* ».

Comment en sommes-nous arrivés là ? La cause est-elle à chercher du côté de la mondialisation, de l'ultralibéralisme, de la crise économique de 2008, du Printemps arabe, des interventions arbitraires des dirigeants européens dans une région fragilisée et sensible, de la crise migratoire qui en a découlé, des attentats terroristes en Europe qui ont semé la terreur et l'incertitude ?

Et que dire des responsables politiques des pays membres de l'UE qui, par des calculs électoraux à court terme, ont ouvert la voie à l'extrême droite et aux mouvements populistes et qui ont privilégié leurs intérêts nationaux au détriment de l'intérêt commun européen ? Comment expliquer l'absence de solidarité des dirigeants européens à l'égard de la Grèce et leur incapacité à s'entendre dans la gestion de la crise migratoire ? En optant pour une Europe libérale au détriment d'une Europe sociale, les décideurs à Bruxelles ont aussi leur part de responsabilité dans l'euroscepticisme ambiant.

Pourquoi la chancelière allemande Angela Merkel, à la tête du plus puissant pays de la zone euro, est-elle désavouée par les électeurs ? Les médias et les politiciens pointent du doigt les migrants, mais le responsable ne serait-il pas plutôt le nouvel ordre économique et ses réformes imposées par nos dirigeants ? Seulement, la croissance n'est plus synonyme de plein emploi ni de prospérité des couches moyennes. Bien au contraire, elle engendre des travailleurs pauvres et détruit la classe moyenne, creusant ainsi d'énormes écarts de revenus et de niveau de vie. L'UE a été et reste un multiplicateur de puissance pour ses membres. Ainsi, son affaiblissement entraînera à fortiori une perte d'influence pour tous. Les responsables politiques nationaux et européens doivent réaliser l'urgence de la situation et sauver le modèle européen d'une déchéance annoncée.



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Design by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Vladimir Poutine ou la consécration du retour d'un pouvoir fort en Russie ?

(Suite de la page 1)

Du 9 août 1999, moment où Vladimir Poutine prend ses fonctions de Premier ministre, à mars 2018, date à laquelle a eu lieu la cinquième élection présidentielle (en vue d'un quatrième mandat pour le locataire du Kremlin), de ce que l'on appelle déjà « l'ère Poutine », il s'est presque écoulé en Russie 20 ans d'un pouvoir sans partage, et avec une majorité passant de 52,9 % en mars 2000 à 63,6 % en mai 2012 pour atteindre finalement le score de mars 2018.

Le bilan de Vladimir Poutine est tout à fait notable. En effet, le 1^{er} février 2000 celui-ci met un terme aux guerres caucasiennes en Tchétchénie, dont la première avait été perdue par son prédécesseur Boris Eltsine. À la suite de cela démarrera la reprise en main du pays avec une lutte sans précédent contre la corruption et des arrestations importantes dans ce cadre. En même temps, une politique « de retour » de la Russie sur la scène internationale, couplée à une remise en état de sa puissance militaire, devait démarrer.

Les exemples les plus spectaculaires de ceci seront, d'une part, l'intervention d'août 2008 en Géorgie afin de rétablir l'influence de la Russie sur ce petit pays et, d'autre part, en 2014, le soutien aux séparatistes prorusses en Ukraine et l'annexion de la péninsule de Crimée à la Russie.

Tout cela devait se poursuivre le 30 septembre 2015 avec l'intervention unilatérale de la Russie dans le conflit syrien qui mènera sans doute au sauvetage provisoire du régime de Bachar el-Assad. Avec ce dernier volet militaire, la Russie de Vladimir Poutine a à la fois pu montrer au monde qu'elle comptait de nouveau sur la scène internationale, mais aussi qu'elle a acquis des bases militaires et navales ouvrant sur des mers chaudes, soit l'atteinte d'un objectif récurrent dans la politique étrangère russe.

Le terrorisme fut également un des défis du pouvoir poutinien sur cette presque double décennie. Nous gardons tous en mémoire la prise d'otages du théâtre de Moscou du 23 au 26 octobre 2002, ou encore celle de l'école de Beslan

du 1^{er} au 3 septembre 2004 et d'autres attentats sporadiques dans les grandes villes de Russie comme Saint-Petersbourg et Moscou.

Une œuvre tout à fait considérable fût donc accomplie, mais cela devait se faire au prix d'un pouvoir de plus en plus personnel et sur fond de répressions des tentatives de contestations, de restrictions latentes de certaines libertés et de quelques assassinats troublants et toujours non élucidés comme celui de la journaliste Anna Politkovskaïa le 7 octobre 2006 ou encore de l'opposant Boris Nemtsov le 27 février 2015 et c'est sans parler de l'actuelle polémique avec la tentative d'assassinat de l'ex-agent Sergueï Skripal le 4 mars dernier en Grande-Bretagne.

Si la croissance économique est en baisse, passant de 10% en 2000 à 1,7% en 2016, et que les revenus du pétrole chutent, l'élection de mars 2018 était gagnée d'avance par le pouvoir en place. Une victoire d'autant plus assurée que le seul opposant ayant ses chances, Alexei Navalny, a vu sa candidature invalidée, et

ce même si cette élection rassemble un nombre historique de candidats (plus d'une dizaine), Vladimir Poutine ayant face à lui le communiste Pavel Groudine ou encore le leader ultranationaliste d'extrême droite Vladimir Jirinovski.

Vladimir Poutine est donc réélu jusqu'en 2024 ce qui consacre un pouvoir de près de 25 ans. Toutefois, n'assistons-nous alors pas à la première consécration des dérives des États ayant retrouvé la liberté après 1989 et qui ont suivi depuis des dérives autoritaires ? Ne serions-nous pas entrés dans un nouveau cycle consacrant le retour de grandes puissances aux régimes semi-démocratiques voir aux pouvoirs forts et mettant ainsi un terme à la grande vague de liberté qui avait soufflé sur l'Europe au début des années 1990 tout comme celle du début des années 1920 ? On le voit, les enjeux de cette victoire du 18 mars sont considérables. Nous pouvons dès à présent nous interroger sur ce que seront les limites de cette victoire et l'inexorable montée en puissance de Vladimir Poutine ?

* Dr. Olivier Buirette



Italie : L'incertitude politique après les élections

En Italie, le dimanche 4 mars, plus de 46 millions d'électeurs ont été appelés aux urnes pour les élections législatives et sénatoriales. Les résultats des élections tombent comme un coup de tonnerre politique. Aucune des trois premières forces politiques n'arrive à obtenir une majorité absolue. Malgré tout, le Mouvement 5 étoiles, populiste, et la Ligue d'extrême droite atteignent la majorité. Depuis, ils revendiquent chacun le pouvoir. C'est donc une coalition entre la droite et l'extrême droite qui se dessine arrivant en tête avec 37 % des voix tandis que le Mouvement 5 étoiles devient le premier parti politique du pays.

Revenons tout d'abord sur la complexité du système électoral en Italie. En effet, aujourd'hui ce système électoral ne permet pas de constituer un gouvernement sans alliances. En cause, un mélange entre le système proportionnel et le système majoritaire. En Sicile, par exemple, pour le Mouvement 5 étoiles, il y a plus d'élus que de candidats. Ainsi, une éventuelle nouvelle loi électorale est à prévoir par le gouvernement puisque celle établie précédemment par Paolo Gentiloni, qui avait pour objectif de donner une majorité lors des élections, semble avoir échoué.

Concernant le résultat des élections, un tiers des votes (soit 33% des voix) correspond à ceux des deux partis qui réunissaient et dominaient la vie politique en Italie. Ce sont le Parti Démocrate et le parti représentant le centre droit Forza Italia de Silvio Berlusconi. En effet, le Parti Démocrate de Matteo Renzi atteint le plus mauvais résultat de son histoire avec un score proche des 20 %. Une situation d'autant plus critique que les nouveaux partis comme le Mouvement populiste 5 étoiles et l'extrême droite de la Ligue ont fait 50% des suffrages exprimés. Le Mouvement 5 étoiles atteint un score record de 32%. Cependant, on note une montée des partis les plus radicaux, notamment avec le parti de droite Forza Italia et l'extrême droite de la Ligue.

La coalition formée par Forza Italia de Silvio Berlusconi, la Ligue et le petit parti Fratelli d'Italia ont récolté 37% des voix, selon les résultats partiels. Mais c'est

surtout le parti de Matteo Salvini, la Ligue, qui est en tête. Allié à Marine Le Pen, ce parti soutient une politique anti-immigration et eurosceptique.

Ainsi, ce mouvement illustre la montée des forces anti-système, eurosceptiques et d'extrême droite dans le pays. Selon l'éditorialiste du quotidien la Stampa, « Pour la première fois en Europe, les forces anti-système l'emportent ». C'est donc l'extrême droite et les populistes, majoritaires, qui se disputent le pouvoir. Une période d'incertitude politique pourrait

donc régner durant plusieurs mois dans la troisième puissance économique de la zone euro. Or, ces résultats risquent d'avoir un impact direct sur l'économie du pays. En parallèle, ce phénomène n'est pas sans conséquence pour l'Europe. Il est fortement probable que cette vague se propage à d'autres pays de l'Union européenne.

Fabien Gibault, spécialiste de l'Italie et professeur vacataire de l'Université de Turin, explique dans une tribune de l'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques) que « vu la complexité de la situation, tous les observateurs s'accordent pour dire que la présentation du nouveau président du Conseil et de son équipe de ministres n'aura pas lieu avant le printemps, voire le début de l'été. Par ailleurs, aucun expert n'exclut la possibilité que le Président Mattarella soit dans l'impasse et appelle à de nouvelles élections, une fois la loi électorale modifiée. »

* Tülin Ağaç

THE ALL NEW
BlackBerry
KEYone

DO MORE.
DIFFERENT.

100% ANDROID, 100% BLACKBERRY
26+ HRS BATTERY